

Conjoncture 1er semestre 2018/ Secteur des assurances

Les primes pour Ogar, Saham et Axa



Photo : JOE MANIANGA

Ogar fait partie des leaders du secteur des assurances au Gabon.

Evolution du chiffre d'affaires du secteur Assurance aux 1^{ers} semestres 2017 et 2018

(en milliards de FCFA)	Premier semestre			Répartition du C.A par branche en 2018
	1S-2017	1S-2018*	2018/2017	
Branches				
Non Vie	41,25	36,31	-11,98%	79%
Vie	10,02	9,50	-5,19%	21%
Total	51,27	45,81	-10,65%	100%

Sources : GROUPES OGAR, NSIA ET LES COMPAGNIES SAHAM, AXA, ASSINCO, SUNU ASSURANCES « ASSURANCES DU GABON » données non disponibles ; 2018* = Estimations des compagnies d'assurance

Photo : D.R

2018 par rapport à la même période en 2017. L'encours des primes en "Non Vie" a diminué de 11,98% pour se situer à 36,31 milliards de F.CFA au premier semestre 2018 par rapport à la même période en 2017. Ce recul reflète l'évolution des produits à taux garanti. S'agissant de la collecte de la branche Vie, elle s'est contractée de 5,19% pour s'établir à 9,5 milliards de F.CFA au premier semestre 2018 par

rapport à la même période en 2017. Cette évolution résulte principalement du recul du volume des primes liées aux produits d'épargne et de santé. En revanche, on note une amélioration de l'encaissement concernant l'assurance Décès. Les groupes Ogar et les sociétés Saham et Axa se répartissent l'essentiel des primes. Les trois principales compagnies représentent 70% du chiffre d'affaires du secteur. Le

montant total des commissions versées aux intermédiaires d'assurance s'est contracté de 6,93% à 5,86 milliards de F.CFA au premier semestre 2018.

SINISTRES RÉGLÉS* La charge totale des sinistres payés s'est repliée de 1,12% pour se situer à 16,70 milliards de F.CFA au premier semestre 2018, contre 16,89 milliards à la même période en 2017. La branche "Non Vie" représente environ

79% des sinistres payés du secteur. Les sinistres réglés ont enregistré une chute de 56,95% à 7,19 milliards de F.CFA au premier semestre 2018 contre 10,36 milliards à la même période en 2017. Dans le même temps, en assurance Vie, les sinistres réglés ont progressé de 45% pour s'élever à 9,51 milliards de F.CFA au premier semestre 2018 contre 6,53 milliards à la même période en 2017.

MSM
Libreville/Gabon

Dans un marché atone, ces trois principales compagnies représentent 70% du chiffre d'affaires du secteur sur les 6 premiers mois de l'année 2018.

D'APRÈS les chiffres compilés par la direction générale de l'Economie et

FAO/Irrigation dans le système de production agricole

Faire de l'agriculture un potentiel économique

JM
Libreville/ Gabon

LA salle des conférence du bureau sous-régional de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a servi de cadre, dernièrement, à la quatrième réunion du groupe thématique sur le thème "La contribution de la petite irrigation dans les systèmes de production agricole".

Cette concertation entre les partenaires techniques financiers, les cadres du ministère de l'Agriculture et les responsables des organisations paysannes visait à mieux appréhender l'usage de l'eau à la croissance des plantes et à la production des denrées alimentaires dans notre pays. Ainsi, pour meubler les débats, deux présentations ont été faites par deux experts en la matière, Medong Meye et



Photo : Jean Madouma

Le conférencier François Mve de la FAO.



Photo : Jean Madouma

Une vue des participants.

François Mve, respectivement ingénieur agronome à la direction générale du Développement rural au ministère de l'Agriculture et consultant de la FAO. L'intervention de M. Medong Meye était axée sur le thème : "La petite irrigation, sécurité alimentaire et nutritionnelle dans un contexte de changement climatique"; tandis que celle de François Mve reposait sur "Les



Photo : Jean Madouma

Les participants au terme de la réunion.

avantages comparatifs de la FAO en lien avec la petite irrigation". De ces deux thématiques, il ressort que le Gabon entend faire de l'agriculture un potentiel économique, non seulement pour l'employabilité des jeunes, mais aussi pour s'arrimer aux Objectifs du développement durables (ODD) en vue de réduire l'auto-suffisance alimentaire. « Il est certain que la terre ne se cultive pas sans eau. Les

liens entre cette dernière, les sols et l'agriculture sont indissociables. Depuis des siècles, les agriculteurs aménagent l'espace de façon à améliorer leurs conditions de production par une organisation adéquate de l'utilisation de l'eau. Les relations entre l'eau et l'agriculture constituent donc un enjeu majeur de la société », a indiqué le représentant de la FAO, par intérim, Lionel Kinnadjan,

Société financière internationale

3 720 milliards de francs investis en Afrique noire en 2018

MSM
Libreville/Gabon
(Source : Ecofin)

LA société financière internationale (SFI), filiale du groupe Banque mondiale dédiée au secteur privé, a annoncé que ses engagements en Afrique subsaharienne ont at-

teint 6,2 milliards de dollars (3 720 milliards de francs) au cours de son dernier exercice fiscal qui s'est achevé le 30 juin 2018, contre 3,5 milliards durant l'exercice précédent, rapporte l'agence Ecofin. «La SFI a démontré sa capacité à mobiliser des investissements privés croissants pour le développement de l'Afrique.

Avec la diminution des flux d'aide, il existe un consensus croissant selon lequel les gouvernements ne peuvent plus surmonter les défis du développement sans un soutien accru du secteur privé», a commenté le vice-président de la SFI pour le Moyen-Orient et l'Afrique. L'institution a précisé dans un communiqué que le montant de

ces investissements comprend 1,5 milliard de dollars de ressources propres pour des financements à long terme et 4,7 milliards de dollars de mobilisations auprès d'investisseurs tiers. Les investissements réalisés par le SFI au sud du Sahara concernent notamment les domaines des infrastructures et des ressources natu-

relles (3,5 milliards \$), l'industrie manufacturière, l'agrobusiness et les services (1,2 milliard \$), les institutions financières (1,1 milliards \$) et les télécoms, médias et technologies (100 million\$). Ces investissements ont permis à près de 32 millions de personnes d'avoir accès à l'électricité et à 2,5 millions

d'accéder à l'eau potable. Ils ont aussi bénéficié à plus d'un million d'agriculteurs et permis à 1,4 million de personnes d'accéder à des soins de santé. Les institutions financières renflouées par la SFI ont par ailleurs accordé 2,9 millions de prêts à des micro-entreprises et des PME.